

L'éveil politique du Congo « belge »

L'immense territoire du Congo, peuplé de treize millions d'habitants et dont les richesses minières ont permis de fastueux bénéfices à la bourgeoisie belge et, indirectement, l'élévation du niveau de vie en Belgique, était resté, jusqu'au début des années cinquante, un terrain de chasse libre pour le capital. Les syndicats étaient interdits, l'activité politique ou même simplement la propagande des sectes politico-religieuses comme le Kitawala, étaient punies de prison ou d'internement dans un camp de travail.

Les quatre dernières années avaient vu l'introduction du syndicalisme, sous la forme initiale classique pour les colonies, de succursales des syndicats du pays colonisateur. Deux tendances politiques se dessinaient également. L'une, « conscience africaine », patronnée par des missionnaires catholiques, existe depuis juin 1956. L'autre, l'« action socialiste », dirigée par des syndicalistes congolais affiliés à la section congolaise de la F.G.T. (Centrale syndicale socialiste belge) est de création plus récente et se réclame du programme du Congrès « colonial » du P.S. belge de juin 1956, programme resté d'ailleurs lettre morte pour ce parti en Belgique.

Les premières élections municipales qui eurent lieu au début de cette année dans trois villes du Congo permirent à ces groupements d'apprécier leur influence. Et la surprise fut grande. A Léopoldville, la capitale très peuplée, plus de la moitié des suffrages se portèrent sur des candidats d'un groupement naguère encore tribal et peu remarqué: l'Abako, association des Bakongo, le groupe linguistique le plus nombreux dans la région occidentale du pays. Les résultats électoraux permirent indiscutablement un bond en avant dans la prise de conscience nationale. L'Abako se révéla aussitôt comme la première organisation nationaliste congolaise de quelque importance.

Dans la province minière de Katanga, à Elisabethville, aux confins de la Rhodésie, le succès des nationalistes fut moins éclatant et le pourcentage des candidats syndicalistes socialistes fut plus élevé. Mais, là aussi, les élections communales révélèrent l'influence d'organisations nationalistes congolaises hier encore à peine prises au sérieux par l'administration coloniale.

Les militants de l'« action socialiste », qui vivent en assez bons termes avec ceux de l'Abako, organisèrent une première manifestation du Premier mai en Afrique équatoriale. Quinze cents personnes défilèrent dans Léopoldville en chantant l'Internationale. Mais le succès de cette manifestation avait été largement dépassé par celui que remporta Kasavubu, président de l'Abako, élu maire d'une des communes de la ville de Léo, lorsqu'il entra en fonctions, le 20 avril. Quelque quinze mille personnes écoutèrent Kasavubu prononcer son discours inaugural. Il réclamait notamment les libertés de presse et d'association et d'autre part des élections générales et l'autonomie interne.

Ce discours fit grand bruit et provoqua un vif mécontentement parmi les colonialistes européens dans tout le Congo. La presse de droite en Belgique comme au Congo s'émou et on finit par appliquer des sanctions: un blâme administratif à Kasavubu. La réaction immédiate des membres de l'Abako fut un regroupement autour de leur leader. L'administration coloniale reste dans l'expectative pour l'instant.

Mais voilà qu'un mois après le discours de Léopoldville, quatre des cinq nouveaux maires congolais d'Elisabethville au Katanga, adressent un appel à la presse belge dans lequel ils réclament pour leurs frères le bénéfice de la déclaration des droits des peuples et s'opposent résolument « à la formule d'un Congo fédéralisé » comme d'ailleurs « à la tendance habilement orchestrée de faire du Congo un Etat catholique indépendant. »

Une communauté certaine apparaît donc entre les revendications de l'Abako et celles des groupements équivalents des autres provinces: hostilité à une balkanisation du pays et naissance d'une conscience nationale congolaise, hostilité au projet de sécession des deux provinces riches de l'Est congolais: Kivu et Katanga, dont les colons belges, concentrés en cette région et appuyés en cela par les missions et peut-être en sous-main par le puissant trust « l'Union Minière », voudraient faire un Etat indépendant, du style de l'Union sud-africaine: certains envisageaient même d'y appeler le célèbre Léopold III comme vice-roi!

Les problèmes sociaux aigus qui se posent au Congo sont exacerbés depuis quelques mois par la récession mondiale. Les exportations de cuivre, d'étain, d'huile de palme, etc., se sont réduites de 20 % et les cours mondiaux de la plupart de ces matières premières ont beaucoup baissé. Les faillites de petits patrons blancs et leur mécontentement, les renvois massifs de travailleurs congolais des villes vers les centres coutumiers de la forêt ou de la savane, accentuent l'instabilité économique. La classe ouvrière congolaise comprend plus d'un million de salariés. L'industrie du pays est d'ailleurs la deuxième d'Afrique, après celle de l'Union sud-africaine et avant celle de l'Egypte. Cette situation, ajoutée aux anciennes revendications de salaires de travailleurs payés à des taux coloniaux et sous-alimentés, prépare la liaison des revendications sociales aux revendications nationales.

La récente conférence d'Accra, la guerre d'Algérie, les droits politiques acquis en A.O.F. et en A.E.F., l'indépendance du Ghana, ne laissent pas indifférent le peuple congolais malgré son niveau culturel très bas. Tout le brassage actuel de revendications, dans un climat de crise économique, prépare le programme du grand courant nationaliste congolais de demain. La modération relative de revendications comme l'autonomie interne, ne doit pas nous tromper: la révolution coloniale africaine a commencé, dès à présent, à toucher le Congo.

Philippe VAN DAMME.

Le Maghreb et la crise française

(Suite de la page 4)

Les deux conférences de Tunis

Dans l'ensemble, le F.L.N. tant au Caire qu'en France a donc fait preuve d'une fermeté digne d'éloges face à l'arrivée au pouvoir de De Gaulle. On pourrait cependant relever des nuances dans diverses attitudes ainsi que dans d'autres positions que nous n'avons pas la place de citer (notamment certaine intervention de Ferhat Abbas avant son départ de Genève pour le Caire au début juin).

Il est bien connu que Bourguiba et Mohamed V ont comme souci constant de peser sur les éléments modérés du Front pour les rallier à leur politique de conciliation. Tous leurs efforts ont été déployés en ce sens, spécialement lors des deux Conférences tenues récemment à Tunis (l'une ayant eu lieu entre Marocains et Tunisiens, l'autre entre Algériens, Tunisiens et Marocains). Ces entretiens se sont achevés par des conclusions en retrait sur les décisions de Tanger. Bourguiba, à l'issue de la conférence, a publiquement donné des leçons de politique aux leaders frontistes, dans le discours prononcé le 19 juin à Mahdia. Ce qu'il ne peut cependant leur montrer en exemple, c'est de la fermeté.

Voici comment il juge l'entreprise De Gaulle à neuf jours de distance:

— Le 10 juin, dans une interview à la radio américaine:

« ... De Gaulle a raté une occasion unique...
« ... Je suis obligé de reconnaître après la prise de position qu'il a eue dernièrement lors de son voyage en Algérie, qu'il n'a pas changé grand-chose à la situation... Il me paraît même que son discours pourrait avoir pour résultat une relance de la guerre... »

Le 19 juin, dans le discours de Mahdia:
« ... La France a choisi la voie de la raison et de la justice. L'acception du nouveau gouvernement français d'évacuer ses troupes de Tunisie est de bon augure pour l'ensemble du Maghreb arabe... »

De Gaulle, la voix de la raison et de la justice au Maghreb? On en reparlera avant longtemps...

F. D.

F. DESCHAMPS.

L'Afrique Noire face à de Gaulle

Comme au Maghreb, après le 13 mai, les mouvements politiques et syndicaux de l'Afrique Noire se sont montrés sous leur jour véritable.

Du côté des capitulards, la palme revient assurément à Houphouët-Boigny, une sorte de Guy Mollet africain. On put l'entendre, fin mai, à la télévision, proclamer sa volonté de défendre la démocratie pour se retrouver, 3 ou 4 jours après, ministre auprès de son étrangleur. L'ex-gauchiste d'Arboussier, prix Staline, ex-vice-président du Conseil Mondial du Mouvement de la Paix, et, pour le moment, président du R.D.A., n'est pas tellement loin derrière lui, qui déclare:

« Les problèmes qui se posent actuellement en Algérie sont du genre de ceux que nous avons déjà résolus en Afrique Noire, ce qui fait que nous réagissons devant eux avec beaucoup de sang-froid... »

Plus courageuse a été l'attitude de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (U.G.T.A.N.) qui, après avoir affirmé que:

« les événements qui se déroulent en France et en Algérie ont des répercussions directes sur le plan africain »

exprimait son entière solidarité avec les centrales ouvrières métropolitaines, invitait le R.D.A. et le P.R.A. à constituer un front commun d'action africaine et exhortait ses adhérents « à une vigilance accrue en vue de toute action que nécessiterait la situation ».

Cependant, une voix réellement ferme et exemplaire s'élevait de la jeunesse d'Afrique. La Fédération des Etudiants d'Afrique Noire, s'adressant d'abord aux députés africains leur assénait de dures vérités:

« Alors que la majorité d'entre vous se réfugiait dans une lâche abstention, certains apportaient leurs suffrages à la dictature, participaient, en la personne du traître Houphouët au nouveau gouvernement.

« Parlementaires africains, vous avez trahi notre peuple, trahi votre mandat; vous vous êtes faits, contre le peuple français, les complices de la pire réaction. »

Puis, dans un appel au peuple africain, il le mettait ainsi en garde contre l'opération De Gaulle:

« Les fascistes ont porté de Gaulle au pouvoir en France. Ces colonialistes forcenés, farouches ennemis de l'indépendance des pays sous domination française, sont décidés comme ils disent à aller jusqu'au bout.

Aller jusqu'au bout c'est pour eux asseoir une dictature fasciste, baillonner les forces de progrès en France, intensifier la guerre d'Algérie et l'étendre au besoin à la Tunisie et au Maroc, juguler par la violence l'aspiration de notre peuple à l'indépendance... Aller jusqu'au bout, c'est pour eux installer un pouvoir tel qu'ils pourront exploiter impunément notre pays, mettre la main sur les richesses du Sahara, de l'Afrique... »

Les peuples de l'Afrique Noire, comme ceux du Maghreb sauront, à la lumière de leur attitude, devant le déchaînement colonial-fasciste, discerner qui sont leurs véritables guides dans la voie de la résistance à l'oppression sociale et nationale.